



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

contrats première embauche

Question au Gouvernement n° 2486

Texte de la question

CONTRAT PREMIERE EMBAUCHE

M. le président. La parole est à M. Alain Bocquet, pour le groupe des député-e-s communistes et républicains.

M. Alain Bocquet. Monsieur le Premier ministre, les jeunes, les étudiants et les salariés de notre pays qui manifestent aujourd'hui dans 150 villes ne sont pas dupes.

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Quelques-uns !

M. Alain Bocquet. Deux Français sur trois approuvent cette mobilisation contre le CPE. (*" Bravo ! " sur plusieurs bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Ils ne croient pas à votre prétendu progrès social.

Où est le progrès social quand un jeune peut se faire licencier à tout moment, sans justification, deux ans durant ?

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Et qui a créé le CDD de cinq ans ?

M. Alain Bocquet. Où est le progrès social quand ce jeune salarié est à la merci du grand patronat de droit divin (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) qui veut imposer le travail sous-payé et la docilité ?

M. Lucien Degauchy. Et quand il n'y a pas de travail, vous proposez quoi ?

M. Alain Bocquet. Est-ce un progrès que de recourir au chantage au chômage pour faire de l'exception - le sous-emploi et les travailleurs pauvres - la nouvelle règle ?

Les entreprises abusent déjà de l'intérim, du travail saisonnier, des CDD, des stages et autres petits boulots...

M. Richard Mallié. Comme les emplois-jeunes ?

M. Alain Bocquet. ...pour conjuguer flexibilité et précarité ; c'est à présent cette précarité que vous voulez pérenniser et institutionnaliser.

Avec le CNE pour les salariés et, demain, le CDD senior, la boucle sera bouclée.

M. Richard Mallié. Sortez de la préhistoire !

M. Alain Bocquet. À la vérité, monsieur le Premier ministre, votre bataille n'est pas celle de l'emploi. Votre action est guidée par les profits de la bourse, du MEDEF (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) et des actionnaires du CAC 40 qui ont touché 30 milliards d'euros en 2005, avec une hausse de 50 % des dividendes versés. On le voit, l'argent ne manque pas si l'on veut assurer à notre jeunesse un autre avenir que la galère que vous leur offrez. (*" Très bien ! " sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Monsieur le Premier ministre, retirez le CPE. (*" Non ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Après tout, ce n'est rien d'autre qu'une " Combine pour éjecter ". (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Ce que veulent les jeunes et les étudiants, c'est une véritable sécurité-emploi-formation, c'est pouvoir remplacer les départs massifs à la retraite pour les dix ans qui viennent et que les stages abusifs soient requalifiés en emplois durables. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Monsieur le président Bocquet, je vous remercie de cette question que vous avez formulée avec un grand sens de la nuance. (*Sourires.*)

Je viens de répondre au président Ayrault en parlant de l'état d'esprit qui est celui du Gouvernement et de toute la majorité, de notre sérénité, de notre volonté d'écoute et, en même temps, de notre détermination. Je voudrais à présent rappeler le sens de ce que le Gouvernement propose pour les jeunes Françaises et les jeunes Français.

M. Patrick Roy. La précarité !

M. le Premier ministre. Une fois encore, nous voulons leur offrir plus de chances sur le marché du travail et plus de sécurité dans l'emploi. (*" C'est faux ! " sur les bancs du groupe socialiste.*) Il faut se poser cette question : pourquoi, aujourd'hui, les jeunes Français ne trouvent-ils pas de travail ?

M. François Hollande. À cause de votre politique !

M. le Premier ministre. C'est d'abord parce qu'on leur demande l'impossible : avoir autant d'expérience à vingt ans que l'on peut en avoir à quarante. C'est ensuite parce que les entreprises ne leur font pas suffisamment confiance et qu'elles n'ont pas toujours les instruments à leur disposition pour embaucher plus facilement. C'est enfin parce que les jeunes Françaises et des jeunes Français ne connaissent pas assez le monde de l'entreprise et ne maîtrisent pas toujours assez un métier. (*" Bavardage ! " sur les bancs du groupe socialiste.*) Nous voulons répondre à chacune de ces difficultés avec beaucoup de pragmatisme et sans idéologie.

M. François Hollande. Mais si, avec de l'idéologie !

M. le Premier ministre. Nous voulons d'abord développer les formations en alternance, parce qu'elles garantissent un débouché, un accès rapide à l'emploi. Nous voulons ensuite donner de la valeur aux stages, et nous le faisons en rémunérant les stages...

M. François Hollande. À la fin du troisième mois !

M. le Premier ministre. ...dès la fin du troisième mois, et en les intégrant dans le cursus universitaire et professionnel. Cela, vous le savez, n'existe pas et n'existait pas. Aucun d'entre vous n'en a jamais fait la proposition. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Enfin, nous voulons proposer un nouveau contrat de travail à durée indéterminée. (*" À durée précaire ! " sur les bancs du groupe socialiste.*) Vous n'avez jamais proposé que des contrats à durée déterminée.

M. Richard Mallié. Les emplois-jeunes !

M. le Premier ministre. Ce nouveau contrat mettra le pied à l'étrier à tous les jeunes et leur offrira des garanties nouvelles (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*) : la formation, l'accès au crédit, l'accès au logement, l'indemnisation du chômage. Vous ne l'avez jamais proposé, vous n'y avez jamais pensé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Vous le voyez, monsieur le président Bocquet, aujourd'hui, pour trop de jeunes Françaises et de jeunes Français, l'emploi, c'est...

Plusieurs députés du groupe socialiste. C'est un fiasco !

M. le Premier ministre. ...un parcours d'obstacles. Ce que nous leur proposons, c'est...

M. Jean Glavany. C'est un obstacle de plus !

M. le Premier ministre. ...au contraire un véritable parcours d'embauche. C'est cela qui nous motive, c'est cela qui nous mobilise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Bocquet](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2486

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 février 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 février 2006